

L'ESCALADE À LA FSGT : UN PROJET POLITIQUE¹



Juin 2022 - n°12

RÉSUMÉ : Le parcours de l'alpinisme populaire vers l'escalade pour tous, dans le cadre de la fédération affinitaire qu'est la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), relève d'un projet politique. Les auteurs, issus de différentes générations de grimpeurs, conjuguent ici leurs mémoires, pratiques et connaissances autour de cette fédération pour établir un état des lieux de la démarche qui la caractérise. Ils décrivent ce parcours qui s'est construit à travers la Commission Fédérale de la Montagne et de l'Escalade (CFME) et qui a cherché à développer une forme culturelle de ces pratiques autour des questions de l'autonomie et des prises de décision. S'inscrivant à l'heure actuelle dans la confrontation entre les rapports non-marchands qu'elle défend, et les rapports marchands, il s'agit ici de montrer en quoi consiste la démarche d'émancipation qu'elle propose. Celle-ci se construit à travers une pratique fédérale de l'escalade qui ne prête d'autres vertus à cette pratique que celle de rapports sociaux qui peuvent se construire là aussi bien que dans d'autres pratiques.

MOTS CLÉS : ESCALADE POPULAIRE - FÉDÉRATION AFFINITAIRE - RAPPORTS NON-MARCHANDS - CATÉGORIES SOCIALES - INNOVATIONS PÉDAGOGIQUES ET STRUCTURELLES.

SUMMARY : The path from popular mountaineering to climbing for all, within the framework of the Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), an affiliated federation, is a political project. The authors, who come from different generations of climbers, combine their memories, practices and knowledge of this federation to establish an inventory of the approach that characterizes it. They describe the path that was built through the Commission Fédérale de la Montagne et de l'Escalade (CFME) and which sought to develop a cultural form of these practices around the questions of autonomy and decision making. The FSGT is currently involved in a confrontation between the non-market relationships it defends and the market relationships. The aim here is to show what the emancipation process it proposes consists of. This one is built through a federal practice of climbing which does not lend other virtues to this practice than that of social relations which can be built there as well as in other practices.

KEYWORDS : POPULAR CLIMBING - AFFINITY FEDERATION - NON-MARKET RELATIONSHIPS - SOCIAL CATEGORIES - PEDAGOGICAL AND STRUCTURAL INNOVATIONS.

Jean-Baptiste Duez,
enseignant (PRAG) en sociologie
et en histoire, Université Grenoble
Alpes.
jean-baptiste.duez@univ-grenoble-
alpes.fr

Gilles Rotillon,
économiste, Université de Paris-
Nanterre.
grotillon@gmail.com, rotillon@
paris-nanterre, EconomiX

¹ Ce texte est écrit en utilisant divers types de données : Celles concernant l'activité de l'un des auteurs qui a été et est toujours un des acteurs du développement de l'escalade à la FSGT et provenant soit d'archives personnelles soit de sa mémoire (éventuellement défaillante, ce dont il tient à s'excuser par avance), soit de discussions avec d'anciens dirigeants et en particulier Serge Slukova, d'autres provenant d'entretiens avec des adhérents de la FSGT, ou d'extraits de sites de clubs et de publications de la FSGT, de procès-verbaux de réunions ou de lettres dont on donne les références dans la bibliographie ou en note. Enfin on trouvera aussi des éléments dans les vidéos que la FSGT a produit dans les dernières années pour faire connaître son activité auprès d'un public plus large que ses seuls adhérents. Parmi celles-ci on doit citer en particulier celle réalisée par Damien Vernet, Des montagnes dans nos villes, qui donne la parole à quatre militants ayant eu un rôle important dans la mise en œuvre de l'orientation de la montagne-escalade à la FSGT : Louis Louvel, Gilles Rotillon, Yves Renoux et Daniel Vaubillon.

Introduction

La Fédération Sportive et Gymnique du Travail est une fédération omnisport² affinitaire qui a été créée en 1934 à l'initiative des fédérations sportives socialiste et communiste, qui ont ainsi anticipé le Front populaire dans le cadre sportif. Se sont alors unis les 12 000 communistes de la Fédération sportive du travail et les 6 000 socialistes de l'Union des sociétés sportives et gymniques du travail. Danielle Tartakowsky dans l'introduction au livre de Nicolas Ksiss (2014), *La FSGT du sport rouge au sport populaire*, rappelle que ce contexte initial s'inscrivait dans l'idée que « tous se rassemblent pour lutter, selon leurs propres termes, contre « les menaces fascistes et les dangers de guerre » en Europe ». Comme l'indique l'article premier de ses statuts, la FSGT a pour objectif de former des citoyens au service d'une république laïque et démocratique. Elle s'inscrit donc dans le vaste mouvement d'éducation populaire en visant initialement un public principalement ouvrier (c'est sa dimension affinitaire), à qui la conquête des congés payés ouvrait un temps libre permettant l'accession à des activités sportives jusque-là difficilement praticables. Parmi elles, l'alpinisme était sans doute l'une des plus éloignées de celles qui attirait « spontanément » des membres des milieux populaires et il fallait un certain volontarisme de la part des militants qui s'étaient lancés dans cette aventure de développer un alpinisme « populaire » quand ils s'adressaient en priorité à ce nouveau public. De fait, le nombre de pratiquants, pour la plupart des hommes, est resté très limité et l'alpinisme une activité majoritairement pratiquée par des membres des classes supérieures, le Club Alpin Français (CAF), en étant le représentant objectif. Il s'agit là d'un jugement statistique, car il y a toujours eu des alpinistes issus de milieux populaires, y compris au CAF, mais il n'en demeure pas moins que, comme l'a écrit Paul Veyne (Veyne, 1979), l'alpinisme a été créé par la bourgeoisie et s'est principalement développé en son sein. Ce texte a pour objectif de resituer les étapes et les raisons qui ont poussé des militants de la FSGT d'abord de promou-

² Omnisport et non multisport. L'omnisport n'est pas une simple addition de plusieurs sports mais une conception d'ensemble de l'activité physique humaine émancipatrice tout au long de l'existence et une organisation des communs qui mutualise des ressources.

voir un alpinisme populaire, puis, devant l'échec de cette tentative, de se tourner, au milieu des années soixante-dix, vers l'escalade qui commençait à s'auto-nomiser de l'alpinisme. La première partie est consacrée aux principales initiatives prises dans les vingt dernières années du siècle précédent pour réaliser cet objectif. La deuxième partie retrace ce qui a suivi durant les vingt premières années de notre siècle et la dernière partie, quittant le terrain descriptif des deux premières parties, est consacrée aux raisons aussi bien théoriques que politiques qui ont justifié les quarante dernières années du développement de l'escalade à la FSGT³.

1 - Retour sur le passage de « l'alpinisme populaire » à « l'escalade pour tous »

Dans les années soixante, un débat souvent dur s'est déroulé au sein de la FSGT entre les tenants d'une activité « plein-air » qui prônaient une pratique de loisir de l'ensemble des activités de pleine nature (AN) et ceux qui voulaient se centrer sur l'alpinisme et l'escalade pour en faire le cœur de leur activité. Dans l'esprit de ces militants, au premier rang desquels il faudrait d'abord citer André Koubbi puis Louis Louvel et Serge Slukova, il ne s'agissait pas de dénier tout intérêt aux autres activités de pleine nature, mais de les organiser sur une base plus spécialisée permettant le progrès sportif dans l'activité choisie plutôt que le « touche à tout » dilettante, caractéristique des adeptes du « plein-air ». La revue officielle de la FSGT, *Sport et Plein-air* porte encore la marque de cette époque. Cette seconde orientation l'a finalement emporté et a conduit à une Commission fédérale de montagne (CFM) censée développer un alpinisme populaire. Celle-ci a d'abord eu comme embryon une Commission régionale de montagne de l'Ile-De-France créée en 1953 comme branche des AN pour développer l'escalade. La CFM proprement dite a été créée

³ Quoique les auteurs soient partie prenante de cette fédération, cela n'empêche pas une réflexion distanciée. Comme le souligne dans un autre contexte – les écrits sur le travail et les travailleurs en Algérie de Pierre Bourdieu - Gisèle Sapiro, le rôle des ethnologues et sociologues est celui « de réinscrire la parole des dominés dans un système objectif de rapports de force ». Cf. SAPIRO Gisèle, « La distinction entre science engagée et idéologie : les leçons de Bourdieu », AOC, 31 mars 2021. <https://aoc.media/analyse/2021/03/30/la-distinction-entre-science-engagee-et-ideologie-les-lecons-de-bourdieu/>

en 1966 sous l'impulsion de Félix Bosc, secrétaire sportif fédéral et coordonnait 17 sections en IDF et des sections à Lyon, Grenoble, Voiron, Marseille, Pau et Tarbes. Il faut aussi noter qu'en 1966, la même année, fut créé un Cercle d'Études Montagne FSGT qui faisait l'historique des étapes de l'alpinisme ouvrier depuis 1935 avec notamment Jean Vernet, Georges Lambert ou Raymond Leininger, adhérents ou sympathisants de la FSGT. La spécialité montagne de la FSGT a pu alors, même avec ses effectifs réduits, être considérée comme une composante du mouvement alpin et non pas un regroupement de marginaux fantaisistes ayant accessoirement une activité montagne, peu représentative d'un « véritable » alpinisme. On ne peut pas omettre de souligner l'activité du club de Montreuil, le Red Star Club de Montreuil (RSCM) qui a formé de nombreux forts grimpeurs, dont Roland Trivellini, qui a poussé l'escalade à un haut niveau technique et d'engagement à La Rocque, sur des falaises de craie proches de Rouen et qui a défrayé la chronique alpine après sa première ascension controversée du Linceul à la face N des Grandes Jorasses en 1965, puis sa disparition lors d'une tentative solitaire à la face N de l'Eiger en 1967 et Guy Héran, auteur de voies célèbres au Verdon ou répétant certaines des ascensions les plus difficiles du massif du Mont-Blanc comme la directissime américaine au Drus dont il fit une des premières répétitions, et qui ont donné une visibilité à la FSGT dans le milieu alpin. Cette reconnaissance s'est notamment traduite par la participation de Serge Slukova comme représentant de la FSGT au comité de direction de la Fédération Française de la Montagne (FFM) et à sa commission technique de formation de ses initiateurs.

C'est à cette période, qu'on peut dater approximativement du début des années soixante, que les alpinistes de la FSGT, principalement parisiens, ont commencé à intervenir à la fois sur le terrain de pratique, avec la création de la première piste jaune à Fontainebleau, jusque-là peu accessible à des débutants et sur le contenu de la formation des initiateurs d'alpinisme. Il est utile de bien préciser en quoi consistait l'innovation d'une première piste jaune. Elle a été tracée en 1955 au Rocher Canon, la couleur ayant été « choisie » parce que Bernard Lebert, le premier ouvreureur l'avait à sa disposition et voulait qu'on la distingue des pistes existantes, principalement bleues, vertes ou rouges. Cette couleur a finalement été conservée par les ouvreureurs suivants et continue de nos jours à

caractériser les pistes « faciles ». Jusqu'alors, la pratique de l'escalade à « Bleu » consistait soit à grimper des rochers connus des seuls grimpeurs, soit à suivre des pistes, constituées de rochers fléchés permettant d'enchaîner les blocs sur le modèle d'une course en montagne qui était pour la plupart la finalité de cette pratique⁴. Et quel que soit le type de pratique, d'un bloc à un autre (ce que les grimpeurs désignaient comme du « porte-à-porte »), ou en suivant des flèches de même couleur, il nécessitait un minimum de technique qu'un débutant ne pouvait prétendre posséder. De plus, cet équipement était pensé uniquement pour les grimpeurs et n'avait en aucun cas l'objectif d'être utilisé par des non-initiés. Dès-lors, l'accès à l'escalade de bloc à Bleu imposait d'avoir recours à une aide extérieure qui prenait le plus souvent la forme d'un « moniteur » montrant à ses « élèves » les bons mouvements pour gravir le bloc. C'est cette relation hiérarchique que la piste jaune, telle que l'avait conçue Bernard Lebert, se proposait de supprimer, la piste étant créée pour être accessible sans encadrement technique expliquant les mouvements et de plus ne nécessitant pas le recours à des chaussons spécialisés. La présence d'un initiateur se limitant à veiller à la chute, c'est au cœur de cette innovation que se trouvait la volonté de rendre le grimpeur autonome, plutôt que de reproduire sous une forme nécessairement de moindre qualité la relation guide-client, le guide fut-il bienveillant, entre le débutant et celui qui sait. Le fait de ne pas avoir besoin d'investir dans des chaussons d'escalade découlait de la volonté de limiter le coût d'accès à cette pratique, reflet de la nature du public principalement visé caractérisé par un faible pouvoir d'achat. La limitation du rôle de l'encadrant à la surveillance de la sécurité relevait d'une conception générale de liens sociaux non hiérarchiques. Parallèlement à cette première initiative dans la modification du terrain de jeu visant l'entrée dans l'activité, dont il faut souligner qu'elle n'a pas été approuvée massivement par les grimpeurs en activité, qui ne voyaient pas tous l'intérêt de cette ouverture aux non-grimpeurs, la FSGT a également travaillé pour modifier la conception de la formation des initiateurs d'alpinisme, calquée jusqu'alors sur le modèle des guides formés à l'ENSA,

⁴ Les deux premières pistes de Bleu, tracées au Cuvier Rempart, étaient conçues pour être suivies sans mettre pied à terre et ont même été suivies en crampons.

mais en beaucoup moins de temps et donc d'un niveau technique plus faible.

Étant nécessairement bénévoles, ces initiateurs étaient néanmoins conçus comme ceux qui « allaient devant », en charge bien souvent de caravanes de nouveaux membres qui devaient se fier à leur « commissaire de course », comme on les appelait au Club Alpin Français, (CAF). Le relativement faible niveau de formation de ces initiateurs, n'empêchait d'ailleurs pas nombre d'entre eux de se comporter en petits chefs dont les décisions avaient force de loi. Bref, il s'agissait de la reproduction de la relation guide-client quant à l'esprit de la pratique, la transaction monétaire en moins. Il serait trop long de relater en détail la suite des débats passionnés et souvent très conflictuels qui ont finalement conduit à une refonte de la logique de la formation de ces initiateurs, et dans lesquels la FSGT a joué un rôle moteur, puisque c'est elle qui a posé la question de la transformation de ces diplômés bénévoles et fait de nombreuses propositions de contenus, mais il faut au moins en noter l'un des plus innovants qui a consisté à introduire, dès 1958, dans les stages d'initiateurs des débutants complets avec l'objectif non pas de les encadrer à l'aide de guides gratuits, mais de les amener à l'autonomie dans la pratique de l'alpinisme⁵. Ainsi, contrairement à la conception dominante consistant à charger l'initiateur de tout le savoir technique nécessaire à assurer la sécurité en étant capable de parer à toute situation délicate, il s'agissait au contraire de donner à cet initiateur les

⁵ Il faut noter ici l'importance de Gérard Le Joliff, ancien photographe devenu ensuite permanent de la FSGT et membre de son bureau national après avoir été un des animateurs de la CFM. C'est lui qui attira l'attention des autres membres de la CFM, et tout particulièrement Louis Louvel et Gilles Rotillon, sur l'intérêt du livre de Lucien Sève, *Marxisme et théorie de la personnalité*, qui venait de sortir et offrait une tout autre vision de l'homme que celle que véhiculait l'humanisme des droits de l'homme. C'est à partir des réflexions de Sève sur « l'essence humaine » que la CFM a commencé à concevoir autrement les stages de formation et, par la suite, l'ensemble de ses activités, comme on le verra dans la troisième partie. Il faut ajouter que par la suite, Gérard Le Joliff a représenté la FSGT au sein du conseil d'administration de l'UCPA, qu'il a également influencé sur la conception de ses activités en y devenant vice-président, puis, après une thèse en ergonomie aux Arts et métiers, il a fondé un cabinet d'études ergonomiques au service des syndicats et est devenu professeur associé à l'université de Paris VIII. Il nous a quitté en 2014 et ce texte se veut aussi un hommage à son rôle dans le développement de l'escalade à la FSGT.

moyens d'apprendre aux débutants à ne plus avoir besoin de lui. C'est évidemment un tout autre contenu qu'il devient nécessaire d'enseigner et si des années plus tard, les formations de guides ont également introduit des débutants dans leurs stages, et qu'on peut y voir sans doute l'effet des résultats positifs des stages de bénévoles qui avaient montré l'intérêt de cette nouveauté, ils devaient surtout permettre aux guides de se confronter à un encadrement en situation plutôt que d'en rester à un niveau abstrait et non pas de rendre autonome les débutants qu'ils avaient sous leur responsabilité⁶.

Cette orientation se traduisait dans les slogans que la FSGT affichait fièrement dans les rassemblements alpins qu'elle organisait chaque année sur des banderoles où l'on pouvait lire « A la FSGT l'alpinisme est populaire ». Les mots d'ordre qu'elle avançait au milieu des années soixante, comme « Je conduis les courses que je fais » ou « Ni guide, ni client » participaient de la même logique. Pourtant, malgré cet optimisme affiché et ces déclarations martiales, les milieux populaires restaient largement absents de l'alpinisme qui se développait à la FSGT où les recrutements de nouveaux membres jeunes se faisaient plutôt chez les étudiants que chez les ouvriers. Cette période s'est close avec la parution en 1985 de *L'alpinisme ? Laisse béton !* écrit par Louis Louvel et Gilles Rotillon et qui, d'une part, faisait le constat de cet échec du développement d'un alpinisme populaire, et, d'autre part, proposait un recentrage des activités non plus sur l'alpinisme, mais sur l'escalade qui commençait à s'en différencier que ce soit avec l'équipement dense des falaises ou avec l'apparition des blocs d'escalade artificiels. Là-aussi il ne peut être question de retracer en détail tout ce qui a conduit à cette nouvelle orientation⁷, il y faudrait tout un livre, mais on trouvera dans le numéro 32/33 de décembre 1989 de la revue *D.i.r.e.*, consacrée à l'escalade populaire, des éléments d'information sur l'évolution de cette orientation. Nous nous conten-

⁶ Bien que de nombreux clients de guides deviennent capables de mener eux-mêmes leurs courses, au moins jusqu'à un certain niveau, les rendre totalement autonomes serait contradictoire avec la nécessité de conserver une clientèle sans laquelle les guides n'auraient plus de travail.

⁷ *L'alpinisme ? Laisse béton !* était significativement sous-titré *Projet de rapport public d'orientation*, l'ajout du mot « public » indiquant la volonté de la FSGT de porter le débat bien au-delà de ses membres. On ne peut pas dire que l'appel fut entendu.

tons juste d'en noter ci-après quelques événements significatifs.

Et d'abord le caractère collectif de cette redéfinition des objectifs de la Commission Fédérale de Montagne (CFM). Pendant de nombreuses années, la FSGT a organisé, sous l'impulsion de Robert Mérand⁸ des stages Maurice Baquet en hommage à ce grand éducateur sportif, où on développait une pédagogie originale des activités physiques. Ces stages pouvaient être vus comme un incubateur d'idées nouvelles centrées, et c'est ici que l'on rejoint l'orientation de la CFM, sur la construction de l'autonomie des pratiquants. Pour ne donner qu'un exemple, l'entrée d'un débutant à la natation impliquait d'une part de le mettre en situation réelle où il n'avait pas pied et également lui permettre de se raccrocher au bord de la piscine. Ne pas tricher avec l'activité en prenant contact avec la profondeur, mais sans risquer le pire avec la gouttière à proximité, c'est ce type d'idées que la FSGT avançait pour l'escalade, en préconisant l'entrée par l'escalade en tête, contre la moulinette tout en offrant un équipement sécurisant où la chute n'était plus interdite grâce à la proximité des points d'assurance. Et ce quel que soit le niveau de la voie pour permettre à des débutants de faire leurs premières voies de manière autonome. Pour mieux définir ses objectifs, s'inspirant des stages Maurice Baquet, la CFM décida d'organiser des stages de réflexion en 1984 et 1985 sur son activité qu'elle appela stages Maurice Gratton⁹. Dans ces stages fut progressivement discutée et élaborée la nouvelle orientation consistant à délaisser l'alpinisme pour l'escalade. La falaise d'Hauteroche, développée à partir du milieu des années 70 a été le point d'orgue de cette orientation, et, à notre connaissance, la première falaise

au monde offrant des voies équipées ainsi de tous niveaux. Elle a été précédée par plusieurs initiatives d'une envergure moindre mais suivant la même voie. Parmi celles-ci, on peut citer, sous l'impulsion de Jean Dohen, guide, ancien membre de la section FSGT d'Ivry et directeur de centre de vacances pour enfants et adolescents de la ville de Montreuil, l'équipement d'une petite falaise d'une quinzaine de mètres sur le plateau d'Herbouilly dans le Vercors dans les années soixante-dix où les participants grimpaient en tête¹⁰, ou l'ouverture de trois voies faciles à Cormot par la section montagne d'Ivry, significativement intitulées, Jpassentêt, Jmopoilentêt et Jmouillentêt, et l'équipement par la section montagne de Sainte Geneviève des Bois de voies d'une dizaine de mètres non équipées à Saffres. Et là aussi il faut noter le climat conflictuel qui a marqué cette initiative à Saffres où les habitués ne se privaient pas de critiquer cet équipement au motif qu'il était inutile dans ces « petites » voies, quand ils ne se livraient pas à leur déséquipement.

Quatre autres grandes initiatives ont été prises par la FSGT qui avaient toujours le même objectif d'ouverture à des publics nouveaux. La première a consisté à généraliser la création de pistes jaunes à Bleau, toujours conçues comme devant être accessibles sans initiation technique particulière et utilisables majoritairement en basket. Avec le mot d'ordre « d'une piste jaune par massif » dans la forêt de Fontainebleau, lancé en 1967, la FSGT a créé 8 pistes sur les 14 ouvertes dans la période 1967-1970. La deuxième a été la création de pistes spécialement pensées pour les enfants, dont la morphologie n'autorisait pas qu'ils puissent grimper sur les pistes pour adultes. La première d'entre elles a été créée en 1974 à l'initiative de Michel Coquard, membre du club d'Ivry, dans le massif de l'éléphant et il n'est pas sans signification de noter qu'elle le fut par les enfants eux-mêmes, élèves de la classe dont Michel avait la charge comme instituteur, testant les rochers pour vérifier leur adéquation à un

⁸ Robert Mérand, ancien élève de l'ENSEP, créée en 1945 et où il fut nommé professeur dès 1946 a été l'un des principaux animateurs du renouveau de l'analyse des activités sportives, à la FSGT avec la création et l'animation des stages Maurice Baquet, mais aussi dans l'éducation nationale, au sein de l'ENSEP et pour la reconnaissance de l'éducation sportive à égalité d'importance avec les autres disciplines, ce qui a notamment abouti à la création d'une agrégation d'EPS. Il a formé et inspiré de nombreux enseignants et entraîneurs sportifs.

⁹ Compte tenu de la signification d'un « baquet » en escalade, les militants de la montagne de la FSGT ont jugé amusant de le remplacer par le gratton, prise plus technique et difficile à utiliser que le baquet synonyme d'une escalade où la force brute suffit quand le gratton impose une réflexion fine quant à son usage.

¹⁰ Il faut aussi signaler que Jean Dohen avait auparavant construit une structure artificielle en bois dans son centre de vacances d'Alleverd, grâce à laquelle les enfants pouvaient s'initier aux manœuvres de corde, à l'assurage d'un premier de cordée par le moyen d'un lourd pneu largué du haut de la structure et à l'escalade elle-même sur diverses voies offertes par cette installation. De plus, une voie de plusieurs longueurs avait été créée, sur le plateau d'Herbouilly, que les enfants pouvaient parcourir en fin de séjour en cordée réversible, symbole de leur conquête d'autonomie acquise durant leurs vacances.

accès à tous, quelles que soient leurs caractéristiques physiques. Là aussi, cette initiative a été durement critiquée, les grimpeurs membres des institutions alpines comme le CAF ou gérant l'ouverture des pistes à Bleau comme le Cosiroc¹¹ s'élevant vigoureusement contre au motif de son inutilité, les enfants pouvant selon eux parfaitement utiliser les pistes adultes déjà existantes. Derrière ce refus des pistes enfants, on trouvait l'idée que les enfants découvriraient l'escalade grâce à des moniteurs compétents et le plus souvent leurs parents, évidemment grimpeur/euses. On était loin de l'autonomie que la création de ces pistes se proposait d'apporter à tous les enfants sans encadrement spécifique et en tenant compte de leur taille réduite qui les empêchaient d'utiliser la plupart des rochers grimpés par les adultes, y compris sur les pistes jaunes.

Cet épisode nous semble suffisamment significatif de l'écart qui existait à cette époque, c'est-à-dire de 1974, date de la création de la première piste pour enfants, au début des années quatre-vingt, entre la FSGT et les autres associations de montagne pour en donner au lecteur une idée plus précise au-travers d'extraits de procès-verbaux de réunion. On peut ainsi lire dans le P.V. du Conseil d'administration du Cosiroc du 13 décembre 1977 la prise de position suivante :

« Le représentant de la FSGT à la dernière réunion de la commission des circuits d'escalade, a estimé que les circuits jaunes PD actuels sont trop difficiles pour les débutants et pour les enfants et qu'il convient de tracer des circuits de niveau F. La commission n'est pas d'accord avec ces points de vue, car la création de nombreux circuits faciles, qui peuvent être tracés pratiquement partout, ne peut qu'accroître les protestations contre la prolifération des circuits (...) Un grimpeur qui éprouve trop de difficultés sur un circuit jaune après quelques séances d'initiation doit plutôt s'orienter vers un autre sport ; quant aux enfants, il est préférable de leur apprendre à grimper sur les voies normales non balisées. »

¹¹ Comité de défense des Sites et ROchers d'escalade. Ce comité créé en 1962 par cinq associations, (Club Alpin Français, FSGT, Groupe Universitaire de Montagne et de Ski, la Société des Amis de la Forêt de Fontainebleau et le Touring Club de France) était représentatif des associations du milieu de la montagne. On notera que l'absence de la FFM n'était que formelle puisqu'à l'époque elle était dirigée de fait par le CAF, présent au Cosiroc.

Un peu plus de deux ans plus tard, alors que le nombre de circuits pour adultes continuait à augmenter, la commission des circuits d'escalade du Cosiroc écrivait dans son PV du 11 mars 1980 :

« Ce qui a été la ligne directrice de la commission (...) ces dernières années :

- Limiter le nombre de circuits à un nombre bien défini, semble assez irréaliste et ne tient pas compte d'une évolution "vivante" et non sclérosée ...
- Il est par contre important d'éviter de donner des exemples qui amèneraient une prolifération, même temporaire, de nouveaux circuits de peu d'intérêt (circuits faciles par exemple). »

Malgré cette position, la deuxième piste pour enfants fut créée en 1980 et le 18 mars 1981, la CFM de la FSGT explicitait son orientation en écrivant au Cosiroc :

« Notre opinion démocratique, que vous connaissez bien, mais qui, à l'évidence, n'entraîne pas votre conviction, est qu'il faut mener une défense énergique des sites en fonction de, et non contre un développement considérable de la pratique. Car la question de fond qui résume toutes les autres a l'aspect particulièrement limpide d'une alternative : ou bien les catégories sociales actuellement exclues du terrain de jeu (et d'abord leurs enfants) y accèdent enfin, et de toute façon elles piétineront les fougères, il faudra prendre les mesures nécessaires ; ou bien elles n'y accèdent pas et, en effet, il suffit de bricoler des moratoires, c'est-à-dire faire semblant d'être un comité de défense des sites ... d'escalade.

Qu'on le sache bien : nous n'accepterons jamais de régler les problèmes écologiques par l'organisation structurale de la ségrégation. »

Cette action particulière en direction des enfants, s'est également concrétisée, outre les pistes elles-mêmes, par la publication d'un livre, *Les enfants, l'escalade et la montagne* en 1988 signé Maurice Gratton (Gratton, 1988). Si aujourd'hui les pistes enfants sont largement acceptées et reconnues comme des équipements utiles, y compris par certains de leur farouches adversaires à l'origine, il n'en reste pas moins des résistances d'un autre âge, comme dans un livre récent sur l'escalade à Fontainebleau (Modica, Godoffe, 2017), où on ironise en suggérant que si

les pistes enfants sont nécessaires, il devrait aussi y avoir des pistes pour vieux, sans comprendre que les morphologies sont très différentes et que des « vieux » peuvent parfaitement continuer à grimper sur des pistes pour adultes de niveau moindre et justement sur les pistes jaunes que la FSGT a largement contribué à développer.

La troisième initiative concerne la création en 1982 du mur d'escalade du lycée de Corbeil-Essonne, sous l'impulsion d'Yves Renoux, alors adhérent de la section montagne de Sainte Geneviève des Bois et professeur d'EPS au lycée. Construit avec les élèves et ses collègues pendant les vacances de Pâques, sans autorisation, il a vite démontré son intérêt et permis l'entrée de l'escalade à l'Éducation Nationale, jusque-là très réticente à l'accepter. Enfin, la quatrième initiative est la construction de blocs d'escalade en bois, à l'occasion de la balade sportive que la FSGT organisait à la fête de l'Humanité. Déjà, en 1955, des militants de la FSGT rassemblés autour du guide et co-fondateur du Groupement Universitaire de Montagne et de Ski, Tiapa Langevin, et sous l'égide d'un architecte, membre de la section montagne du XIème, Jacky Jupillat, avaient construit une tour en bois d'une quinzaine de mètres pour faire des démonstrations d'escalade. L'idée avait été reprise au milieu des années soixante-dix avec le montage d'une tour permettant aussi bien des démonstrations que de faire grimper les visiteurs fussent-ils débutants. Pourtant deux obstacles de natures très différentes allaient conduire à abandonner ce type d'initiative. Le premier est le travail militant exigé pour construire une telle tour. D'années en années, la hauteur augmentait, (la dernière en 1980 faisait une vingtaine de mètres), et il fallait plus d'une semaine de travail bénévole pour la monter et autant pour le démontage. Le second, et le plus décisif, était que sur une telle structure, les visiteurs ne pouvaient goûter à l'escalade qu'en étant assurés par des grimpeurs.es, en moulinette donc, en contradiction avec la conception de la FSGT d'amener le plus vite possible à l'autonomie.

Autrement dit, la tour se présentait comme un manège sur lequel les visiteurs étaient pris en charge par des pseudos guides bénévoles. Or la FSGT voulait présenter au public populaire une escalade qui ne se réduisait pas à un produit offert à des clients, fut-ce gratuitement. C'est Gilles Rotillon, lors d'une réunion préparatoire à la prochaine balade sportive de 1981 qui eut l'idée de reproduire ce qui avait fonctionné à

Bleau et permettait sans encadrement à quiconque de faire de l'escalade sur les pistes jaunes. Il « suffisait » de recréer des blocs bas comme à Bleau en accès libre. Immédiatement, contact fut pris avec Jean-Marc Blanche, lui-même adhérent à la FSGT et architecte, pour qu'il propose des modèles simples de blocs en bois pour concrétiser l'idée. Ce furent à notre connaissance les premiers blocs mobiles car démontables, permettant l'escalade sur ce qui fut vite désigné comme des structures artificielles d'escalade (SAE). L'idée fut d'ailleurs immédiatement reprise par une société privée, Escapade, aujourd'hui disparue, qui copia au centimètre près les blocs de la FSGT et les commercialisa principalement en milieu scolaire, une fois l'escalade reconnue par l'Éducation Nationale.

2 - Les dispositifs d'une fédération dite « engagée » concourent à encourager l'autonomie tout en promouvant les valeurs de l'égalité et de la solidarité

Après cette décision d'axer ses efforts de développement non plus sur l'alpinisme, mais sur l'escalade, à la fois en milieu naturel avec la transformation du terrain de jeu sur le modèle d'Hauteroche (équipement limitant fortement l'exposition pour *tous* les niveaux), et grâce aux SAE testées lors de la fête de l'Humanité et au mur de Corbeil dans l'Éducation nationale, la CFM de la FSGT (renommée CFME pour indiquer son évolution vers l'escalade) a pris de nombreuses initiatives, tant au sein du mouvement alpin que dans ses rangs pour que l'escalade soit accessible à tous.

A l'extérieur, cela s'est traduit par sa participation active à la création en 1985 de la Fédération Française d'Escalade, (FFE). Alors membre du conseil d'administration de la FFM, où il avait remplacé Serge Slukova, Gilles Rotillon partit vers celui de la FFE dissidente. Mais si l'activité essentielle de la FFE a été la promotion et l'organisation des premières compétitions d'escalade, à sa réunification avec la FFM pour créer la FFME en 1987, cette dernière s'est structurée en divers comités sportifs chargés des activités et la compétition n'a constitué qu'un des axes de son développement, l'équipement en étant le second et la formation des cadres le troisième. Après débat au sein de la FFE pour savoir qui allait prendre la présidence de ce nouveau comité sportif, c'est Gilles Rotillon qui a été désigné pour ce poste. Si l'importance d'un équipement nouveau en falaise, plus dense et permettant

la chute, (devenue un moyen de progression plutôt qu'un échec sportif), était devenue une évidence pour tous ceux qui souhaitait voir l'escalade reconnue dans sa spécificité par rapport à l'alpinisme, et qui avait motivé la création de la FFE, face au CAF et à la FFM qui ne voyaient pas l'évolution vers l'autonomie de sa pratique, en revanche, cet équipement était essentiellement accepté pour des voies déjà techniques, (à partir du 3 et plus souvent du 4), les voies de niveau peu élevé, en 2/3 restant peu nombreuses, voire inexistantes dans beaucoup de falaises. C'est cette orientation que Gilles Rotillon a tenté de mettre en œuvre en tant que président du comité sportif escalade de la FFME dès 1987, date de la réunification et en cohérence avec ce qu'il défendait au sein de la FSGT, et c'est ce qui lui a valu son éviction du conseil d'administration de la FFME en 1997, lors de l'élection du renouvellement des instances fédérales, marquant ainsi la fin de l'action directe de la FSGT au sein du mouvement alpin.

Celle-ci s'est donc recentrée sur son activité intérieure, qui s'est traduite, d'un côté, par la création de nouveaux clubs, d'abord à Paris, à partir des années 1999/2000, profitant d'un contexte politique favorable lié aux élections municipales. Les clubs comme Roc 14 ou Grimpe 13 sont en particulier nés à l'initiative de Daniel Vaubailon, qui a su convaincre les futurs vainqueurs des élections de construire et de confier la gestion de nouveaux murs d'escalade à la FSGT. Ces deux clubs ont compté jusqu'à 700 à 800 adhérents chacun avant le premier confinement dû à la pandémie et ne font appel à aucun professionnel que ce soit pour l'ouverture des voies sur leurs murs ou pour l'encadrement et l'initiation des débutants, qu'ils soient adultes ou enfants ¹². Il faut souligner les spécificités de la gestion de ces clubs, dont on peut se faire une idée en consultant sur internet les informations les concernant. Par exemple, pour ce qui concerne Grimpe 13, on peut lire

¹² On trouve sur des forums comme *Camptocamp* des critiques sur la qualité des voies ouvertes, en particulier à Roc 14, suggérant que l'aide de professionnels serait utile. Mais elles ne font que manifester leur incompréhension de ce qui est en jeu dans cette volonté de ne pas y recourir. C'est le choix entre l'autogestion d'une activité commune orientée vers l'émancipation de ses pratiquants, avec toutes les difficultés que cela implique, (dont la « qualité » des voies est une des conséquences), et le service clés en mains d'une pratique consumériste.

En adhérant à **Grimpe 13**, vous souhaitez, probablement, avoir tout simplement accès à un mur d'escalade et, pour les débutants, enfants ou adultes, acquérir les bases de ce sport.

Vous allez découvrir un club dont les motivations et les conceptions sportives comme associatives vont bien au-delà de la « prestation de service » dont nous dénonçons les effets pervers : sélection par l'argent, infantilisation des pratiquants devenus des consommateurs. L'escalade est un formidable moyen de développement : à la fois physique et mental, car ce sport demande souplesse, force et audace pour grimper en tête. Bref, un bel exemple de progrès possible à tout âge et à tout niveau. Mieux encore, il se déroule sur un terrain de jeux que nous inventons et renouvelons nous-mêmes en créant nos voies et nos propres défis, (nous soulignons cette volonté de promouvoir l'autogestion de l'activité s'opposant à une pratique consumériste. Ainsi, à Roc 14 sur les 800 adhérents, 600 participent à l'organisation au travers de pôles d'activité).

Dans la foulée de la naissance de Roc 14 et Grimpe 13, différents clubs ont suivi dans plusieurs arrondissements : Grimpe-6, 9 à-pic, CPS X, Esc 11, Vertical 12, Esc 15, Cimes 19, ou « le Mur XX » dans le 20e arrondissement. En banlieue, les clubs d'escalade et de montagne, parfois anciens, se développent également : à côté de l'USMA section escalade de Saint-Ouen et du RSCM de Montreuil, des clubs apparaissent à Bagnolet (l'ASGB), à Stains, ou à Maubée (Vertical Maubée) par exemple. La ville de Montreuil compte à présent deux clubs, le RSCM et l'EPM. Ces quelques milliers d'adhérents sont concernés par une gestion démocratique, une organisation collective, et une initiation tournée vers l'autonomie. Les dispositifs encouragent les sorties en plein air : contribution du club aux frais du séjour, organisation collective des sorties, implication à tour de rôle dans les tâches de la vie de groupe, accessibilité au matériel dans les clubs les plus organisés en sont les caractéristiques principales.

Très concrètement, ces créations de clubs ont permis une forte croissance des adhésions à la FSGT en escalade, comme l'indiquent l'évolution du nombre de clubs et de leurs effectifs comptabilisés par la CFME. En 1970, 2500 grimpeurs affiliés à 30 clubs sont à la FSGT, en 1984 ils sont 3000 pour 40 clubs, 3578 pour 65 clubs en 2009 et 7923 pour 88 clubs en 2019. Dans la FSGT, dont les effectifs diminuent



lentement depuis 1984, l'escalade est une des rares activités en progression, croissant de 20 % de 1984 à 2009 et de 133% sur les dix dernières années. Et cette progression s'est principalement construite sur des clubs nouveaux bénéficiant d'un mur et y développant une vie associative riche basée sur l'entraide, l'échange et l'innovation¹³. Des clubs comme Roc 14 ou Grimpe 13 refusent du monde chaque année pour cause de saturation du mur, mais avec l'organisation d'une adhésion par tirage au sort pour les nouveaux qui permet de ne pas faire intervenir des critères particuliers qui pourraient biaiser la composition sociale des clubs.

Pour accompagner ces pratiques, une coopérative dénommée « coop-alpi », créée notamment à l'initiative de Daniel Dupuis, ancien membre de l'US Ivry, (à travers ses deux déclinaisons « Sud » à Ivry qui regroupe 6 clubs et « Nord » à Pantin qui en regroupe 10) propose la mise à disposition gratuite contre un chèque de caution d'équipements de ski de randonnée, de matériel de neige (piolets, crampons), de cascade de glace (piolets, crampons et broches à glace), d'alpinisme rocheux (*friends*, câblés et décoinceurs), et d'équipements variés (mousquetons à vis, étriers, dégaines et sacs de hissage). Cette coopérative née au début des années 2000 et qui est déclarée comme un club, a connu un certain succès. Les ressources sont constituées du financement par les clubs, à raison de 2 euros par membre et par an pour chaque club, et servent à l'approvisionnement et l'entretien du matériel bénéficiant d'une fiche de suivi et mis à disposition contre un chèque de caution¹⁴. L'entretien rassemble les membres intéressés deux fois par an à la fin du printemps et à l'automne : réparation et fartage des skis, vérification des cordes, évaluation de l'état du reste du matériel. Le dispositif de la principale association, la coop-alpi Sud, est employé lors de la saison 2017-2018 par 222 utilisateurs et compte cette année-là notamment 22 sorties à ski de

randonnée pour des groupes de 3 à 12 personnes. Ces sorties à l'initiative de 5 clubs durent entre quelques jours et une semaine.

Certes, un rapprochement avec l'économie sociale et solidaire existe à la FSGT avec cet exemple de la coop-alpi, quoique ce dispositif ne correspond pas tant à une réponse à d'autres modèles économiques qu'à une forme d'éducation. En référence à Lucien Sève (Sève, 1964), on peut souligner ce rapport à l'innovation en réponse aux critiques qui ne voient dans cette approche qu'une forme fédérale comme une autre. A la question des dons compris en termes d'accessibilité répond en ce sens l'autre acception du terme « don » : Elle pose la question de la dimension marchande ou de son refus, dans l'accès aux pratiques. Pour Hervé Defalvard, il s'agit par exemple de placer l'économie sociale et solidaire au centre de l'économie, afin que celle-ci tourne autour de ses pratiques et de ses valeurs (Defalvard, 2015 : 17). Mais cette coop-alpi ne constitue jamais qu'une petite partie de la démarche de la FSGT qui ne peut être comprise uniquement à travers celle-ci.

A., 30 ans, adhérente du club d'escalade et montagne Cimes 19 du 19e arrondissement parisien, et enseignante, met en lien cette pratique dans le cadre de la FSGT avec la réalité des inégalités qui perdurent puisque de nos jours, le ski alpin n'est accessible qu'à 10% de la population française et si les parisiens aisés en font partie, ce n'est pas le cas de tous¹⁵. Elle décrit ainsi l'intérêt de son club où elle pratique notamment le ski de randonnée :

Cela coûte très cher, la pratique d'un sport. Avec la FSGT, pour 80 euros tu as accès à un gymnase de folie et tu fais ce qu'on fait. Qui a accès à ce sport aussi facilement ? Moi je trouve que justement les inégalités sociales sont mises à plat. Moi je n'ai jamais skié parce que mes parents ne pouvaient pas m'amener au ski. Pour moi le ski c'est un truc de bourgeois. Pour moi, je viens d'une famille d'ouvriers, le ski

¹³ On peut notamment le voir avec le club Cimes 19 qui organise un programme d'initiation à l'escalade sur 7 séances, dont une en falaise avec des jeunes d'un foyer qui n'étaient pas prédestinés à rencontrer l'escalade et qui peuvent grimper en tête dès la troisième séance. C'est l'objet d'un film touchant, *Tous premiers de cordée*, où l'on voit les jeunes du foyer grimper et commenter cette initiative.

¹⁴ En 2019-2020, la coop-alpi Sud comptait 6437 euros de recettes (et 6680 euros de recettes annuelles en moyenne sur 3 ans), et la coop-alpi Nord, 5912 euros.

¹⁵ Christine Mennesson mentionnait en 2005 que « Les données fournies par les enquêtes récentes sur les pratiques culturelles des Français (Données sociales, 1996 ; INSEP - Institut national du sport et de l'éducation physique, 1987) confirment que les activités de montagne durant les vacances sont essentiellement pratiquées par les catégories supérieures (cadres et professions intellectuelles supérieures) et par une partie des professions intermédiaires. (Mennesson, 2005)



c'est un truc de bourgeois. Et pour moi, je renverse la tendance grâce à la FSGT.

Les vingt dernières années n'ont pas seulement été marquées par cette forte croissance des adhérents et des clubs en escalade à la FSGT. De nombreuses autres initiatives ont été prises pour conforter cette orientation vers une escalade émancipatrice et formant des personnalités responsables d'elles-mêmes.

Au début des années soixante, la FSGT montagne organisait chaque année un « camp national » pour regrouper tous ses clubs et proclamer fièrement l'avènement de l'alpinisme populaire. Il s'agissait d'une organisation lourde et centralisée qui a fini par disparaître à cause du temps et de l'énergie que cela demandait. Parallèlement, certains clubs avaient leurs propres camps et participaient ou non au camp national. Ces camps de clubs existent encore aujourd'hui et pour certains, comme celui de la section montagne de Sainte Geneviève des Bois, créée en 1964, ils peuvent regrouper plus d'une centaine de participants sur trois générations. Mais une nouvelle organisation s'est également mise en place à partir du début des années 2000, proposant une autre forme de rassemblement. Ce sont les rassemblements de Freissinières, dans le Briançonnais et de Castet dans les Pyrénées. Ils sont organisés sur les mêmes principes et pour le premier, on peut lire sur le document de présentation du camp de 2021 :

Ce rassemblement autogéré, qui réunit des membres de toutes les associations montagne et escalade de la FSGT, vise le partage des connaissances et des compétences des participant.e.s autour d'activités de plein air liées à la montagne : escalade, alpinisme, canyon, via ferrata, randonnée...

Il repose sur un fonctionnement collaboratif pour l'organisation, la gestion de la vie collective et des activités partagées (escalade, alpinisme, canyon, via ferrata, randonnée, etc.).

C'est aussi un moment de partage d'activités de plein air, de transmission des compétences et de rencontres. N'hésitez pas à venir seul.e.s : vous trouverez toujours des personnes avec qui faire quelque chose, en vous joignant à des activités annoncées, ou... en proposant les vôtres ! Lors de ce rassemble-

ment, les valeurs de la FSGT prennent tout leur sens : partage, entraide, convivialité, auto-organisation...

Une autre caractéristique de ces séjours organisés par la FSGT depuis plusieurs décennies est le faible taux d'accidents à déplorer dans des pratiques où ils sont pourtant nombreux (à côté des accidents qui se produisent en salles, un seul mort est à déplorer, dans les années 1970 et un seul accident grave a eu lieu en escalade traditionnelle). Jusqu'en 2021, il n'y a par exemple pas de drame lié aux avalanches, quand une trentaine de morts adviennent chaque année en France dans cette activité.

Mais il serait réducteur de ne voir que l'activité des clubs qui se sont créés depuis le début des années 2000 comme caractérisant la mise en œuvre de cette orientation de la FSGT vers l'escalade. Les initiatives sont nombreuses pour atteindre un public plus large. En 2016, le festival des innovations sportives de la FSGT en est une, et l'escalade compte alors parmi les nombreux sports représentés au cours des trois jours de la manifestation. L'activité handgrimpes en est une autre¹⁶. Elle est organisée pendant plusieurs années, une fois par trimestre à Paris, en se déplaçant dans les différents clubs qui l'accueillent chacun à son tour. Elle met en rapport les adhérents avec des personnes en situations variées de handicap. La réunion est enrichie par des procédés (poids, masques, gants) qui visent à reproduire chez les personnes valides les contraintes des différentes formes de handicap. L'escalade à destination de personnes réfugiées, de publics défavorisés, ou de femmes victimes de situations diverses et vivant en foyers, sont d'autres initiatives s'étant développées au fil des années à Paris.

On a déjà souligné l'importance de la création d'Hauteroche, première falaise au monde à notre connaissance à être équipée selon des standards aujourd'hui adoptés dans le monde entier, et qui ont permis l'essor de l'escalade en réduisant drastiquement le risque mortel si prégnant dans l'alpinisme

¹⁶ Voir le reportage diffusé sur le site de l'association FSGT roc 14 en 2015. <https://vimeo.com/154967499>

(Rotillon, 2016)¹⁷. Mais Hauteroche n'est pas simplement une falaise parmi d'autres, elle est aussi caractéristique d'une autre conception de l'équipement de par son entretien. Si les falaises se sont très fortement développées dans le monde, d'abord en grande partie grâce à l'action des grimpeurs eux-mêmes qui ont créé leur propre terrain de jeu, se singularisant en cela de la plupart des autres activités sportives traditionnelles où les espaces de pratiques, (gymnases, stades, ...) nécessitent de lourds investissements publics et le savoir-faire de professionnels, on a progressivement assisté également à une professionnalisation de l'équipement, même si de nombreuses initiatives bénévoles ont encore lieu avec le soutien des diverses fédérations. Pour ce qui concerne Hauteroche, non seulement l'équipement initial a été dû à l'action des seuls bénévoles des clubs de la FSGT, mais son entretien régulier est également organisé sur le même principe, à l'occasion d'une ou deux sorties annuelles consacrées à cet effet, week-ends également mis à profit pour former de nouveaux équipiers, qui puissent un jour continuer l'action de leurs prédécesseurs. Encore ne faut-il pas s'arrêter à ces seuls constats, car au-delà d'un équipement sportif et de son entretien, Hauteroche c'est aussi la construction d'un lien social avec les habitants du village qui fait entièrement partie du projet général que la CFME de la FSGT cherche à faire aboutir, l'escalade n'est finalement qu'un moyen contingent d'arriver à développer des personnalités émancipées, capables d'autonomie et de coopération, dans une société qui ne favorise pas réellement cette visée. On reviendra dans la dernière partie sur cet enjeu essentiel qui caractérise tout le projet politique de la CFME.

Enfin, ce tableau serait incomplet si on ne mentionnait pas, d'une part, l'édition d'un livre, *Escalades pour tous* (Renoux et al., 2017), dont l'objectif est,

De partager plusieurs décennies d'expériences de militants associatifs, d'éducateurs, de formateurs qui portent haut les conceptions « pour une pratique autonome et responsable à son niveau », « des

terrains de jeux pour tous et partout » que « tout grimpeur, même débutant, doit pouvoir grimper en tête à son niveau, en gérant sa sécurité ». (quatrième de couverture)

Et, d'autre part, la réalisation de vidéos, d'accès libres sur internet, présentant l'activité de la FSGT au-delà de ses adhérents. C'est en particulier le cas de *Des montagnes dans les villes*, qui retrace les innovations de la FSGT qui ont été présentées dans notre première partie, d'un film sur *Hauteroche*, où l'on peut voir à la fois la qualité des relations établies avec les habitants du village et le travail d'entretien et de formation qui motive ces week-ends ou de *Tous premiers de cordée*, (voir note 16) films réalisés par Damien Vernet, adhérent de la FSGT.

3 - Vers l'émancipation des individus et la formation de leurs personnalités avec des liens sociaux non soumis aux rapports marchands

Au terme de ce passage en revue des diverses initiatives prises par la CFME de la FSGT pour développer l'alpinisme puis l'escalade dans tous les milieux, et particulièrement les moins favorisés, il est maintenant nécessaire d'en préciser les soubassements théoriques, les limites et les possibilités d'extension étant abordées en conclusion.

Nous avons indiqué que la publication de *L'alpinisme ? Laisse béton !* a, d'une certaine manière, fermé une première étape de l'action de la FSGT montagne, celle du développement volontariste d'un alpinisme populaire pour se tourner vers l'escalade telle qu'elle commençait à s'autonomiser de l'alpinisme. La référence principale mobilisée dans ce livre était l'œuvre de Pierre Bourdieu, et tout particulièrement *La distinction* (Bourdieu, 1979) et *Ce que parler veut dire* (Bourdieu, 1982), dont des extraits ont été utilisés lors des stages Maurice Gratton.

Ce livre part du constat difficilement contestable que la grande majorité des alpinistes étaient dotés d'un capital social et culturel qui les situaient dans les classes moyennes supérieures (sur ces deux critères). Et l'argument consistant à citer quelques noms de grands alpinistes issus de milieux modestes, non seulement ne prouve rien d'un point de vue statistique, mais même conforte ce constat. Le fait qu'ils soient devenus de haut-niveau, alors qu'ils n'avaient justement pas au



¹⁷ Voir Gilles Rotillon, *La leçon d'Aristote*, éditions du Fournel, pour une analyse des raisons de la prise d'autonomie de l'escalade dite sportive par rapport à l'alpinisme. Ce n'est pas Edlinger qui a permis cette évolution, c'est le goujon de 12 qui, en sécurisant l'équipement et autorisant la chute, a permis la massification de l'activité.

départ les caractéristiques sociologiques moyennes des alpinistes, traduit un changement de statut social qui est de même nature que ce qui se passe pour les stars du foot ou du golf devenus millionnaires en étant issus de milieux très défavorisés. En s'investissant complètement dans une activité sportive ils ont ainsi échappé à leur devenir prévisible (et fournissent les contre-exemples permettant de faire croire à chacun que « quand on veut on peut », terreau de l'individualisme et de l'idéologie des « dons »). Et si les congés payés ont créé des conditions objectives plus favorables à l'accès à l'alpinisme, (activité consommant du temps et étant quasi inaccessible sans temps libre, tout particulièrement pour les citadins éloignés des montagnes pour qui une pratique en week-ends était très difficile), c'était seulement une condition nécessaire.

A l'époque où le livre a été écrit, c'est précisément sur l'obstacle sociologique que l'accent était mis. Former des alpinistes « responsables », autonomes dans leur pratique, n'était pas difficile à cause de la difficulté technique de l'activité, mais dû à ses caractéristiques sociologiques, telles que Bourdieu les théorisait dans son travail. Et à cette époque, le basculement vers l'escalade ne s'est pas fait pour des raisons de nécessaire sécurisation, mais parce que l'escalade semblait être une activité plus facilement accessible car encore très peu marquée sociologiquement au contraire de l'alpinisme avec son histoire vieille de plusieurs siècles.

Dans cet esprit, l'escalade n'était pas une porte d'entrée dans l'alpinisme (encore moins LA porte d'entrée), mais une activité ayant sa propre finalité qui, sans empêcher un accès à l'alpinisme, avait sa propre logique de développement. Il faut écouter par exemple Antoine Le Menestrel quand il explique ce que c'est qu'ouvrir une voie pour lui. La recherche du meilleur passage en respectant les prises naturelles fournies par le rocher est certes différente de la recherche de l'itinéraire dans une paroi, mais elle ne l'est pas par nature. On pourrait même soutenir qu'elle est plus complexe, car la recherche de l'itinéraire par l'alpiniste est moins attentive aux micro-prises que va valoriser le grimpeur ou la grimpeuse. C'est le placement fin qui est valorisé, (crochetage d'un talon, coincement d'un genou dans un fort dévers, cupule ignoble à saisir avec le bon doigt, ...) et pas le repérage de la fissure à rejoindre ou du surplomb à contourner. Combien de voies d'escalade au-delà du septième degré seraient accessibles si elles

n'étaient pas équipées ? Quel alpiniste, en partant du bas sans perfo pourrait ne serait-ce que s'élever de trois mètres au rocher Crespin ? On n'y trouve que des voies inaccessibles sans protections fixes et avec des mouvements loin d'être immédiats à effectuer. C'est une lecture à la loupe et pas un survol de la « page » qui est nécessaire pour en venir à bout.

Comme on l'a indiqué plus haut dans la note 5, c'est Gérard Le Joliff qui attira l'attention sur le travail de Lucien Sève et c'est surtout ce dernier qui a servi de référence pour construire les diverses initiatives décrites dans la seconde partie. Ce faisant, si la référence au travail de Pierre Bourdieu n'a pas été évacuée, elle a été complétée par celle à Lucien Sève, en particulier telle qu'elle est synthétisée dans ses livres *L'homme ?* (Sève, 2008) et *La Philosophie ?* (Sève, 2014)

Son travail, s'étendant sur plus de 50 ans depuis la publication de *Marxisme et théorie de la personnalité*, tire les conséquences de la 6ème thèse sur Feuerbach de Marx : « L'essence humaine n'est pas une réalité inhérente à l'individu isolé. Dans sa réalité c'est l'ensemble des rapports sociaux ». Pour devenir humain, nous devons nous construire dans la société où nous naissons, avec tout ce qu'elle nous offre dès le départ, une langue, des normes sociales, des rapports parentaux déjà-là. Et si chacun de nous est unique, c'est parce que le parcours qu'il a suivi tout au long de son existence l'est aussi. Nous nous construisons sans cesse dans le déroulement de nos existences, ce que Sève appelle notre *emploi du temps*. Ce qui pose la question de la formation des personnalités de chacun. On peut sans doute s'entendre sur le fait qu'il n'existe pas de gène de l'alpinisme (ou de toute autre activité) et que ceux qui le pratiquent le doivent à la contingence, (une rencontre, une lecture, un milieu, ...), plutôt qu'à une révélation subite comme Paul Claudel derrière un pilier de Notre-Dame. Cela n'annule pas les déterminismes sociologiques que Bourdieu met à jour et qui ont toujours un effet massif mais seulement statistiquement, ce qui permet toujours de trouver le contre-exemple de l'ouvrier qui devient professeur au collège de France ou l'agrégé de philosophie qui adore Claude François. C'est le constat que fait Bernard Lahire dans *La culture des individus* (Lahire, 2004) et que Sève permet de comprendre en réintroduisant les trajectoires individuelles, nées de la contingence, dans le mouvement de fond des rapports sociaux, au premier rang desquels il y a



les rapports de production. On pourrait se poser la question de la légitimité de hiérarchiser les rapports sociaux en conférant un poids plus important aux rapports de production, ceux où se détermine la production des moyens matériels d'existence, qu'à d'autres rapports sociaux comme les rapports de genre ou de racialisation, (par ailleurs mal dénommés ainsi dans la mesure où la notion de « race » n'a aucune base scientifique sérieuse). Nous pensons toutefois que ce serait une erreur de perspective liée à une lecture contemporaine de ce que sont aujourd'hui les rapports sociaux. Il est exact que dans le contexte actuel les rapports de genre, avec la montée en puissance des mouvements féministes et les revendications d'égalité entre les genres, et les rapports de « race » avec les débats sur l'immigration et l'insécurité, prennent une place plus importante dans les positionnements politiques et semblent avoir plus d'importance que ce qui se passe dans la production. Il est également exact que les statuts sociaux se sont complexifiés par rapport au début de la révolution industrielle et que l'opposition binaire entre une classe ouvrière et une classe bourgeoise ne rend plus compte des stratifications d'aujourd'hui qui apparaissent multidimensionnelles, ce qui se définit par de l'intersectionnalité et le diagnostic de la disparition des classes sociales. Il est aussi exact que les questions de genre, de « race » ou de sexualité ont des effets sur les personnalités et la manière dont elles se construisent et se pensent. Il n'en demeure pas moins, que ces nouvelles dimensions ne sont apparues que *sur la base d'une*

*transformation dans les rapports de production*¹⁸. Ce déterminisme sociologique est toujours présent parce que les grimpeurs et grimpeuses d'aujourd'hui sont toujours statistiquement dans les mêmes catégories sociales que les alpinistes. Et la forte sécurisation de l'escalade par rapport à l'alpinisme a permis non une « démocratisation », au sens où elle permettrait un accès à l'activité indépendamment du statut social, mais une augmentation importante du nombre de pratiquants. Il vaut mieux donc parler de massification plutôt que de démocratisation. L'escalade « populaire » au sens où la FSGT parlait d'alpinisme populaire reste encore à venir.

Mais la FSGT n'est pas un mouvement politique dont le but serait de transformer les rapports sociaux actuels, (même si elle le souhaite, tant il devient de plus en plus évident que ceux qui dominent sont porteurs de graves dangers, qu'ils soient écologiques, sociaux ou anthropologiques) (Rotillon, 2020). Ce qu'elle cherche à faire, ce n'est pas promouvoir une forme particulière de pratique pour elle-même, mais en tant que support à la formation de personnalités qui mette au premier plan l'entraide, la convivialité, la coopération, l'enrichissement mutuel et pas la concurrence ou la consommation opportuniste¹⁹.

¹⁸ C'est frappant pour les mouvements féministes qui n'ont pris une grande importance dans les débats sociétaux qu'après l'entrée des femmes en masse sur le marché du travail et donc dans le rapport de production où elles s'inséraient, portant, par exemple, la revendication de l'égalité salariale, égalité qui n'avait pas de sens au temps où les femmes ne travaillaient pas. De la même manière, les conflits autour de l'immigration et du rôle qu'elle est censée jouer dans l'insécurité se durcissent sur fond de chômage de masse, c'est-à-dire de l'expulsion de la production de nombreux travailleurs, à la suite du développement de la mondialisation et de la dispersion des chaînes de valeur. C'est cette même évolution du marché du travail, c'est-à-dire de la forme sous laquelle les travailleurs entrent (ou pas) dans la production de valeur, et donc la forme sous laquelle s'organisent les rapports de production aujourd'hui, qui explique l'explosion des pratiques de loisir et sa professionnalisation, sous la pression d'un capitalisme à la recherche de nouveaux secteurs pour des masses de capitaux flottants qui ne trouvent plus dans les anciens secteurs industriels et de services le niveau jugé acceptable de rentabilité. Nous renvoyons à Rotillon (2016), (2020) pour des analyses plus détaillées, mais pour conclure sur ce point, nous maintenons notre point de vue sur l'importance déterminante des rapports de production sur l'organisation de la société et sur les contraintes qu'ils y font peser.

¹⁹ Et elle ne le fait pas seulement pour l'escalade, mais aussi pour de nombreuses autres activités où elle innove également comme avec le foot à 7 auto-arbitré ou le MMA pour les enfants.



C'est pourquoi, elle lutte contre la marchandisation de l'escalade via les SAE, ou l'utilisation des champions actuels comme vecteurs publicitaires. C'est pour cela que l'équipement d'Hauteroche s'est fait de manière entièrement bénévole et que la FSGT escalade accorde une importance extrême aux relations amicales avec les habitants du village. C'est aussi pour cela qu'elle a toujours milité pour des cordées réversibles privilégiant l'autonomie technique de ses membres, ou que le club Roc 14 de Paris rassemble 800 adhérents fonctionnant en autogestion. Et on a déjà mentionné Freissinières, où, chaque année, se déroule un camp où les participants peuvent découvrir de multiples activités sportives sur une base de partage de savoirs et en complète autogestion avec une participation financière laissée à la libre appréciation de chacun.

La première condition pour que les individus s'enrichissent dans tous les aspects de leur vie, et ne soient pas réduits à l'alternative entre l'impossibilité de pratiquer, que ce soit par manque de moyens ou par l'effet de barrières symboliques savamment entretenues, et une pratique entre-soi dont on ne perçoit pas les déterminants sociaux, c'est qu'ils aient d'abord accès aux conditions matérielles de toutes les pratiques possibles. Pour l'escalade cela passe par l'équipement. Et à tous les niveaux, y compris dans le deuxième degré. C'est la raison profonde d'Hauteroche, des pistes jaunes et enfants, des blocs et la FSGT a toujours combattu tous ceux qui, regrettant un « âge d'or » mythique, considéraient l'escalade sportive, péjorativement qualifiée « d'aseptisée », comme un « cancer » que « les Français » ou « la FSGT » auraient laissé déferler sur le monde bienheureux de l'escalade libre.

Conclusion

Si la CFME a bien cherché à développer une forme culturelle des pratiques en alpinisme et en escalade, c'est dans le but de contribuer à la formation de personnalités capables d'autonomie dans leurs prises de décisions. Grimper en tête, plutôt qu'en moulinette, pouvoir se passer d'un « guide » fut-il bénévole, contribuer à l'équipement, gérer collectivement le matériel comme à la coop-alpi, ouvrir l'escalade aux enfants de tous milieux grâce à des pistes adaptées à leur morphologie, sont très concrètement les « formes culturelles » que la CFME a cherché à promouvoir, dans ses clubs, mais aussi dans ses

publications et ses vidéos. Pour autant, elle n'a jamais eu l'intention d'élaborer un modèle économique qui soit propre à la FSGT. Ce qui la distingue des autres organisations de montagne, ce n'est pas un « modèle économique » spécifique c'est la conception générale qu'elle a des activités physiques. La FSGT ne cherche pas à promouvoir l'escalade ou tout autre activité pour elle-même, pour des vertus qu'elle aurait en propre et qui seraient introuvables ailleurs, mais à émanciper les individus, quelle que soit l'activité qu'ils pratiquent dans la société telle qu'elle est aujourd'hui. C'est en cela que son projet est politique. L'escalade n'a pas des vertus particulières qui la distingueraient des sports et même des autres activités physiques.

L'escalade, n'a rien de plus que la plupart des activités humaines où l'on puisse s'épanouir. Elle serait « plus qu'un sport » parce qu'elle véhicule des valeurs ? Outre la question de savoir lesquelles, ce point de vue sous-entend que ceux qui ne feraient « que » du sport ne véhiculent pas de valeurs, ou des « valeurs » de second rang, ce qui ne peut être compris que comme péjoratif pour ces pauvres égarés qui sont « seulement » des sportifs.

La confrontation à la verticalité ne laisserait pas indifférent ? Mais on peut se poser la même question dans la confrontation à l'eau sous toutes les formes possibles (*natation, voile, ski nautique, water-polo, ...*), ou à l'air (parapente, parachutisme, wingsuit, vol libre, aviation, ...), ou au sol, (course, marches diverses, vélo, automobile, roller, ...). Dans chaque pratique on peut trouver des expériences qui ne laissent pas indifférents, tout dépend de comment on la vit. Et dans chaque pratique on peut remonter à la préhistoire pour y trouver une origine (sauf peut-être par rapport à l'air).

L'escalade proposerait un rapport spécifique à la nature ? Mais quand on nage on est aussi proche de l'eau que le grimpeur qui escalade sa paroi ou que le marcheur qui foule le sol. Et on trouve des alpinistes comme Mummery, pas n'importe qui, qui déclarait qu'il continuerait à grimper même si c'était au-dessus d'une décharge.

Faire cordée créerait-il des liens de confiance et de partage ? Certes, mais c'est aussi le cas de toutes les activités que l'on fait avec d'autres. Et ce n'est pas parce que la forme prise par la confiance en escalade est particulière qu'elle est porteuse d'une spécificité qui la rendrait plus précieuse. Sans doute cette confiance est vécue plus fortement que celle qui est nécessaire



à des pratiquants de sports collectifs pour réussir, à cause du risque plus grand qu'induit l'escalade, la chute pouvant évidemment être beaucoup plus grave qu'un but raté à cause d'un partenaire défaillant, mais de là à en faire un cas unique, c'est sans doute manquer d'humilité.

Enfin, la confrontation à ses limites, à l'effort pour se dépasser existe aussi dans toutes les activités physiques où l'on doit également avoir beaucoup d'humilité, (que le grimpeur serait bien inspiré de reconnaître aussi aux autres), et en recevoir une grande satisfaction.

L'escalade et l'alpinisme doivent être replacés dans l'ensemble des rapports sociaux qui nous ont progressivement constitués si on ne veut pas céder à « l'illusio ». Et il y a une « illusio » au second degré si l'on peut dire qui serait de se débarrasser de la première à l'intérieur du champ où elle se constitue, (ici celui de la montagne), sans voir que ce champ est lui-même une petite partie de l'ensemble de tous les champs qui structurent les rapports humains, et qui aujourd'hui s'appelle le capitalisme en crise.

Il n'y a pas d'âme de l'escalade comme il n'y a pas d'âme où que ce soit. Il y a des hommes et des femmes qui se sont humanisés de par les liens sociaux qui les ont progressivement constitués tout au long de leur vie et les ont évidemment rendus tous uniques puisque les biographies individuelles sont toutes distinctes. Mais ce n'est pas l'inverse qui est vrai. Nous ne naissons pas uniques pour ensuite exprimer notre personnalité profonde, déjà présente dès la conception. Les enfants sauvages le montrent à l'évidence, chez eux il n'y a pas de personnalité, de caractère inné, de langage, de capacité d'abstraction. Ils ne sont pas devenus humains et ils ne le seront jamais. L'homme a besoin des autres et du monde des hommes, de la culture qu'il y trouve, de la technologie disponible, des connaissances qui s'y sont accumulées et qu'il doit s'approprier pour devenir homme ou femme (et celle-ci a eu beaucoup plus de mal que celui-là pour être acceptée comme genre, justement parce que les liens sociaux qu'on lui imposait étaient beaucoup moins riches et variés que ceux des hommes). Comme le dit Spinoza, l'homme se croit libre parce qu'il est ignorant des causes qui le font agir.

C'est ce qui explique ce que *L'alpinisme ? Laisse béton !* avait analysé comme « l'échec » de l'alpinisme populaire et ce qui pourrait aussi être dit de l'escalade à la FSGT. L'objectif est bien d'utiliser cette activité

pour contribuer à former des personnalités humaines autonomes et émancipées, mais les grimpeurs ne font pas que grimper, ils sont pris dans bien d'autres rapports sociaux qui les constituent tout autant et même bien souvent beaucoup plus. On peut « s'émanciper » dans l'escalade et être consommateur aveugle dans bien d'autres domaines, tout en étant salarié exploité ou chef d'entreprise soumis aux contraintes du marché.

Toutes les activités sont susceptibles de (et doivent) permettre la transformation des rapports humains en les soustrayant de plus en plus à la domination du rapport social capitaliste qui institue une minorité contrôlant la vie de tous les autres par leur maîtrise des moyens de production qu'ils possèdent et dont ils usent à discrétion. Des rapports humains moins soumis au capitalisme en escalade ne suffiront évidemment pas à en sortir (processus déjà en cours comme la crise actuelle le montre), mais ils peuvent y contribuer. C'est en tout cas le pari que fait la CFME et c'est sans doute ce qui la distingue des autres associations de montagne.

BIBLIOGRAPHIE

- BOURDIEU P. (1979), La distinction, critique sociale du jugement, Les éditions de Minuit, coll. Le sens commun, Paris.
- BOURDIEU P. (1982), Ce que parler veut dire, Fayard, Paris.
- DEFALVARD H. (2015), La Révolution de l'économie française (en 10 leçons), Les éditions de l'atelier/ éditions ouvrières, Ivry sur Seine.
- D.i.r.e., (1989), Pour l'escalade populaire, n°32/33.
- GRATTON M. (1988), Les enfants, l'escalade et la montagne, Denoël, Paris.
- KSISS N. (2014), La FSGT du sport rouge au sport populaire, Éditions La ville brûle, Montreuil.
- LAHIRE, B. (2004), La culture des individus, dissonances culturelles et distinction de soi, éditions La Découverte, coll. Textes à l'appui, Paris.
- LOUVEL L., ROTILLON, G. (1985), L'alpinisme ? Laisse béton ! Projet public de rapport d'orientation, Paris, Éditions du Scarabée, Paris.
- MENNESSON C. (2005), « Les femmes guides de haute montagne : modes d'engagement et rapport au métier », « Travail, genre et sociétés », 2005/1 n° 13.
- MODICA G., GODOFFE J. (2017), Fontainebleau 100 ans d'escalade, Éditions du Mont-Blanc, Madrid.
- SEVE L. (1964), « Les dons n'existent pas », in L'École et la nation, n°132, pp. 39-64.



- SEVE L. (2008), Penser avec Marx aujourd'hui, Tome II : « L'homme » ? La Dispute, Paris.
- SEVE L. (2014), Penser avec Marx aujourd'hui, Tome III : « La philosophie » ? La Dispute, Paris.
- RENOUX Y., BREZOT H., SEGRESTAN P., LATAPIE M., CHOBEAUX F. (2017), Escalades pour tous. Bloc, mur, falaise, grande voie, FSGT, Les cahiers du sport populaire, Paris.
- ROTILLON G. (2016), La Leçon d'Aristote : sur l'alpinisme et l'escalade, Ed. du Fournel, L'Argentière-la-Bessée.
- ROTILLON G. (2020), Le climat ET la fin du mois, éditions Maia, Condé-sur-Noireau.
- VEYNE P. (1979), L'alpinisme : une invention de la bourgeoisie, L'Histoire. Mensuel n°11.

